

Compendium des licences d'information géospatiale

(E/C.20/2018/9/Add.2)



UN-GGIM

United Nations Committee of Experts on
Global Geospatial Information Management

Avant-propos

Le Forum international de la Gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale des Nations Unies (UN-GGIM) sur les cadres politiques et réglementaires de l'information géospatiale (le "Forum") s'est tenu à Kuala Lumpur en Malaisie les 18 et 19 octobre 2016. Le Forum était la résultante directe de la Décision 5/107 lors de la cinquième session de l'UN-GGIM, qui avait appelé à l'organisation d'un forum international sur les questions et cadres politiques et réglementaires. L'objectif du Forum était que toutes les parties prenantes puissent échanger des connaissances, des expériences et des bonnes pratiques, mais aussi accroître leur coopération pour établir de meilleurs fondements politiques et juridiques de la gestion de l'information géospatiale dans une perspective de développement durable.

L'une des recommandations du Forum envers l'UN-GGIM était de commencer à développer au sein des Etats membres une capacité en matières de questions politiques et juridiques impactant la collecte, l'utilisation, le stockage et la diffusion des informations géospatiales. Vu l'importance des licences d'informations géospatiales dans le développement de produits et services favorables au développement durable, l'UN-GGIM a commandé le Compendium pour répondre à cette recommandation. Ce Compendium a pour but de servir de document de référence à plusieurs autres initiatives, et notamment le développement des meilleures pratiques.

Département des Affaires économiques et sociales

Division Statistiques

Service de Gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale

Secrétariat du Comité d'experts des Nations Unies sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale

Le Comité d'experts des Nations Unies sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale (UN-GGIM) est l'organisation faîtière intergouvernementale visant à jouer un rôle prépondérant dans l'établissement d'un calendrier pour la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale et à promouvoir son utilisation dans l'approche des principaux défis mondiaux. L'UN-GGIM est le forum de liaison et de coordination entre les Etats membres, et entre les Etats membres, les organisations internationales et les parties prenantes.



New York
Juillet 2018

Clause de non-responsabilité

Le présent Compendium comprend des résumés généraux et condensés de questions juridiques, de statuts et d'opinions. Il a été rédigé à des fins d'information et ne devrait pas être interprété comme un avis juridique. Pour un avis sur des questions spécifiques, il convient d'avoir recours à un conseiller juridique.

Sommaire

Avant-propos

Clause de non-responsabilité

Sommaire

Introduction	5
1. Aperçu général d'une licence d'information géospatiale	8
1.1. Rôle d'un contrat de licence	8
1.2. Aspects particuliers de l'information géospatiale	9
1.3. Considérations essentielles préalables à l'engagement dans un contrat de licence d'information géospatiale	11
2. Données ouvertes et licences d'information géospatiale	15
3. Éléments d'une licence d'information géospatiale standard	18
3.1. Quelle information géospatiale sous licence ?	18
3.2. Droits accordés au preneur de licence	20
3.3. Paiement/Redevances	22
3.4. Assertions et garanties	23
3.5. Covenants	25
3.6. Limitations de la responsabilité	25
3.7. Indemnisation	26
3.8. Terme ; Résiliation	27
3.9. Conformité à la loi	27
3.10. Protection des données/Vie privée	28
3.11. Impôts	29
3.12. Confidentialité	29
3.13. Fourniture/Inspection/Acceptation	30
3.14. Mises à jour/Modifications/Corrections	30
3.15. Conformité d'exportation	31
3.16. Contrats publics	31

3.17.	Force majeure	31
3.18.	Loi en vigueur ; Juridiction ; Résolution des litiges	32
3.19.	Cession ; Cessibilité	32
3.20.	Survie	33
4.	Considérations en cas d'agrégation des informations géospatiales	34
5.	Nature évolutive des lois et réglementations en matière d'information géospatiale	37
6.	Conclusion	40

Annexes

Annexe I	Définition
Annexe II	Exemples de licences ouvertes utilisées pour l'information géospatiale
Annexe III	Lectures complémentaires

Introduction

La communauté de l'information géospatiale (organismes publics, industrie, universités, organisations non gouvernementales (ONG), etc.) crée de plus en plus de produits et services géospatiaux en intégrant et en agrégeant un large panel de jeux de données géospatialisés issus de différentes sources. C'est particulièrement vrai concernant les produits géospatiaux à valeur ajoutée. Dans un passé récent, les informations géospatiales ont souvent été vendues depuis un collecteur de données ou un client. Le marché de l'information géospatiale a toutefois évolué, et aujourd'hui l'heure est davantage à l'offre de licences d'informations géospatiales d'une partie à une autre qu'à la vente de ces informations. Dans un contrat de licence, le propriétaire des informations géospatiales (ou la partie ayant droit de licence sur les informations géospatiales), appelé couramment le "Donneur de licence", accorde à une autre partie, appelée généralement le "Preneur de licence", certains droits sur les informations géospatiales. Le Donneur de licence conserve des droits sur les informations géospatiales, en ce compris la propriété. Les deux parties ayant des droits et des responsabilités légaux en cours sur les informations géospatiales, la relation juridique peut s'avérer plus compliquée que dans un rapport d'achat/vente. Par conséquent, les licences d'informations géospatiales peuvent être des documents légaux complexes. La complexité augmente dès lors que les produits et services géospatiaux sont créés à partir d'informations géospatiales provenant de très nombreuses sources, chacune présentant des conditions de licence uniques et parfois contradictoires.

Il y a plusieurs aspects importants à prendre en considération lorsqu'il est question de licences d'information géospatiale. Tout d'abord, de nombreuses agences publiques rendent les informations géospatiales "ouvertes". Toutefois, même si les données sont "ouvertes", elles sont généralement soumises à un accord de licence, à moins que les administrations souhaitent abandonner leur droit de propriété des informations géospatiales en les mettant dans le domaine public. Si ces licences ouvertes présentent généralement moins de restrictions qu'une licence propriétaire commerciale, nombre d'entre elles comportent des conditions ou restrictions que doit suivre un Preneur de licence. Ce Compendium vise à aider les agences publiques à mieux comprendre les conditions et restrictions figurant dans les licences d'information géospatiale « ouvertes ».

Il importe également de préciser que l'objectif d'un contrat de licence d'information géospatiale dépasse la simple allocation de droits (à savoir une licence) du Donneur de licence au Preneur de licence. Ce contrat permet également de répartir certains risques opérationnels et juridiques entre les parties. Dans un contrat de licence d'information géospatiale, ce risque peut être par exemple la responsabilité juridique qu'aurait le Donneur de licence vis-à-vis du Preneur de licence

si l'information géospatiale est de qualité insuffisante pour le but pour lequel le Preneur de licence entend l'utiliser. Un autre risque prévisible est la responsabilité du Preneur de licence au cas où son utilisation de l'information géospatiale violerait la législation locale ou léserait un tiers.

Enfin, l'information géospatiale n'est pas autorisée sous licence uniquement par le biais d'un contrat de licence d'information géospatiale spécifique. Il se peut par exemple qu'une licence d'information géospatiale soit incluse dans les conditions d'un contrat d'hébergement en nuage, car le fournisseur de nuage aura besoin de certains droits afin de pouvoir héberger ou stocker des informations géospatiales. Il est également de plus en plus courant pour les activités proposant un service Software as a Service (SaaS) afin d'intégrer l'information géospatiale dans leur offre. Dès lors, les conditions de licence de l'information géospatiale sont souvent incluses dans leurs conditions d'utilisation ou dans des documents du même type. Le Compendium entendra généralement par contrat de licence d'information géospatiale tout type de document juridique donnant licence pour l'utilisation de l'information géospatiale.

Le Compendium des Licences d'Information géospatiale (le "Compendium") s'adresse aux professionnels de l'écosystème géospatial n'ayant pas une formation juridique et désireux de mieux comprendre les contrats de licence d'information géospatiale. De nombreuses organisations dans la communauté géospatiale étant à la fois fournisseuses et consommatrices d'informations géospatiales, il est rédigé à l'intention tant des Donneurs que des Preneurs de licence. Le Compendium vise à aider les Donneurs de licence à choisir les conditions de licence convenant le mieux à leurs objectifs. Il vise également à aider les Preneurs de licences à comprendre les droits et obligations auxquels ils souscrivent en se liant par un contrat de licence d'information géospatiale. Tant pour les Donneurs que pour les Preneurs de licence d'information géospatiale, le but est d'être mieux informé sur ces questions importantes de manière à prendre leurs décisions en connaissance de cause.

Le Compendium n'a pas pour vocation d'être un recueil de bonnes pratiques pour la conclusion de licences d'information géospatiale. Il semble prématuré dans l'évolution de l'écosystème géospatial de proposer d'ores et déjà des meilleures pratiques. Il est toutefois à espérer que le Compendium servira de base au développement de meilleures pratiques à l'avenir. Une prochaine édition du Compendium pourrait également servir de guide aux instances géospatiales nationales pour leur permettre de démarrer des processus de conclusion de licences géospatiales. En outre, de prochaines éditions pourraient contribuer à développer un vocabulaire commun et l'ontologie du domaine. Ceux-ci seront nécessaires afin de supporter les futures applications de connaissance à la demande moissonnant les données.

Le Compendium commence par une vue d'ensemble générale d'un contrat de licence d'information géospatiale. Les aspects uniques d'une licence d'information géospatiale y sont discutés et les aspects-clés à prendre en compte lorsque l'on conclut un contrat de licence d'information géospatiale sont également abordés. Ensuite, un chapitre aborde les licences de données ouvertes et l'information géospatiale. Le chapitre suivant décrit les différentes parties d'un contrat de licence d'information géospatiale. Enfin, le Compendium termine par une analyse des défis que représente la collecte des informations géospatiales émanant de différentes sources, et de la manière dont le contexte juridique et réglementaire en pleine mutation concernant l'information géospatiale aura un impact sur les contrats de licence d'information géospatiale.

1. Aperçu général d’une licence d’information géospatiale

1.1 Rôle d’un contrat de licence

Un contrat de licence d’information géospatiale est un document juridique dans lequel une partie (le “Donneur de licence”) accorde à une autre partie (le “Preneur de licence”) certain droits sur l’information géospatiale que soit le Donneur de licence détient soit il détient les droits d’accorder une licence ou une sous-licence¹. Si lors d’une vente un fournisseur d’information géospatiale abandonne tous les droits, dans un contrat de licence le Donneur de licence conserve les droits qu’il n’accorde pas au Preneur de licence y compris la propriété. Le Donneur et le Preneur de licence ayant des droits sur les mêmes informations géospatiales, la relation entre les parties est continue et peut dès lors être bien plus complexe que dans une vente. Le contrat de licence d’information géospatiale est déterminant pour documenter les droits et responsabilités respectifs des parties.

L’une des difficultés pour comprendre les contrats de licence d’information géographique est le caractère intangible d’une information géospatiale. Cet aspect peut compliquer la compréhension de la manière dont certains principes juridiques sont appliqués. Heureusement, l’application d’une licence d’information géospatiale est à bien des égards semblable à celle d’une personne empruntant un objet tangible à une autre personne, comme une automobile par exemple. Le propriétaire (le Donneur de licence) accorde à une autre personne (le Preneur de licence) certains droits d’utilisation du véhicule. Toutefois, l’automobile n’est pas vendue et le propriétaire conserve des droits. Par exemple, le propriétaire voudra s’assurer que l’automobile est utilisée correctement et n’est pas endommagée. Le propriétaire peut également vouloir limiter sa responsabilité vis-à-vis de la personne qui emprunte l’automobile (et des tiers) en cas d’accident par exemple.

Le type de contrat que concluent les parties dépend de plusieurs facteurs, et notamment la relation entre les parties ou la durée d’utilisation de l’automobile. Un propriétaire d’automobile par exemple ne va probablement pas exiger que son frère signe un long contrat pour lui emprunter son véhicule. Il n’exigera probablement pas non plus de contrat écrit d’un voisin pour emmener un enfant en urgence à l’hôpital. Par contre, une entreprise de crédit-bail automobile exigera de l’emprunteur de conclure un long contrat écrit si le client a demandé d’emprunter l’automobile pour une durée prolongée. Ce contrat inclura probablement certaines conditions et restrictions telles que le moment où l’automobile doit être restituée, le nombre maximal de kilomètres pouvant être parcourus,

¹ Aux fins du présent Compendium, on entend par le terme information géospatiale tout type d’information pouvant être rapportée à une localisation sur la Terre.

l'exigence d'un entretien correct de l'automobile et du respect des lois en vigueur de la part de tout conducteur. D'autre part, le client peut s'attendre à connaître des données telles que l'année et la marque de l'automobile ainsi que son état et son aptitude opérationnelle. Le client peut également demander que le propriétaire s'engage à réparer ou remplacer l'automobile en cas de panne.

Il y a des similitudes entre un contrat de licence d'information géographique et un contrat de location d'un véhicule. Le Donneur de licence garde encore des droits sur l'information géospatiale. Le contrat de licence d'information géographique inclura dès lors généralement plusieurs dispositions spécifiant les responsabilités respectives des parties. Le Donneur de licence peut vouloir inclure lesdites dispositions afin de protéger ses droits de licence de l'information géospatiale vis-à-vis de l'autre partie. D'autre part, il peut souhaiter limiter sa part de responsabilité dans le cas où un tiers subirait quelque dommage en raison de l'utilisation des informations géospatiales. De même, le Preneur de licence peut demander un engagement vis-à-vis de la qualité et de l'exhaustivité d'une base de données contenant des informations géospatiales et requérir que le Donneur de licence ait tous les droits requis pour conclure un tel contrat.

1.2 Aspects uniques de l'information géospatiale

On a tendance à penser que les contrats de licence d'information géospatiale sont des licences d'utilisation de logiciel. Pourtant, plusieurs caractéristiques spécifiques de l'information géospatiale, et de la communauté géospatiale, font d'un contrat de licence d'information géospatiale très différent d'un contrat de licence d'utilisation d'un logiciel. Voici les principales différences :

- L'information géospatiale est plus variée et polyvalente. Typiquement, un logiciel est paramétré pour une série d'applications ou de clients. L'information géospatiale, en revanche, est bien plus variée, elle peut consister en des adresses, de l'imagerie électro-optique par satellite, du LIDAR à partir de plateformes mobiles et des photos géomarkées ou des publications depuis des applications de médias sociaux. Chacune peut être soumise à des lois et réglementations différentes. Par exemple, les images par satellite peuvent être collectées par une agence cartographique nationale ou une entreprise privée, tandis que les adresses seront souvent le domaine réservé d'un organisme national de statistiques ou de recensement ou d'une instance publique locale. Ces différences doivent être prises en compte dans le contexte d'un contrat de licence d'information géospatiale, étant donné que les agences cartographiques nationales sont souvent soumises à des réglementations différentes de celles des

agences de statistiques.

En outre, la même information géospatiale peut être utilisée dans plusieurs applications très différentes. Une image par satellite par exemple peut être utilisée par une entreprise afin de déterminer où implanter un nouveau magasin, par un client pour trouver le meilleur itinéraire pour se rendre au magasin une fois qu'il est ouvert, et par le service des transports publics pour installer des feux de signalisation afin de gérer toute la circulation automobile générée par l'ouverture du nouveau magasin. Toutefois, ce n'est pas parce qu'une information géospatiale peut s'utiliser à des fins très variées qu'elle convient forcément pour toutes les utilisations. Il se peut que l'information géospatiale ne soit pas suffisamment complète, actuelle, exacte ou précise pour une application donnée. Le Donneur de licence peut par conséquent souhaiter fixer certaines restrictions d'utilisation dans un contrat de licence d'information géospatiale, ou rejeter toute responsabilité concernant des dégâts qui seraient encourus suite à l'utilisation des informations géospatiales dans certaines applications.

- L'information géospatiale est souvent publiée à des fins de visualisation ou d'utilisation par des tiers. Un logiciel est souvent donné sous licence à une organisation pour un usage interne. Le Donneur de Licence a alors des garanties sur la manière dont le logiciel sera utilisé et qui l'utilisera. Cependant, les organisations créent souvent des produits et services géospatiaux pour visualisation ou toute autre utilisation par des tiers. Cette publication d'informations géospatiales offrant un accès à des tiers soulèveront souvent des questions juridiques supplémentaires dont il faut tenir compte dans un contrat de licence d'information géospatiale. Par exemple, le Donneur de Licence peut souhaiter restreindre la manière dont les tiers peuvent avoir accès à certaines informations géospatiales parce qu'ils pourraient être un client potentiel ou un concurrent.
- La Communauté géospatiale est un écosystème diversifié et en extension. L'information géospatiale est régulièrement collectée par des agences publiques, l'industrie, les universités et les instituts de recherche, les organisations non gouvernementales (ONG) et les citoyens autour du monde (ce qu'on appelle communément « externalisation ouverte » ou « cartographie participative », en anglais, « crowdsourced information » ou « voluntary geographic information ("VGI") »). En utilisant le logiciel, les mêmes parties prenantes sont à la fois productrices et consommatrices d'information géospatiale. Par conséquent, les produits et services d'information géospatiale sont créés en incorporant

l'information géographique provenant de chacune de ces sources. Ces parties prenantes utilisent ou recherchent souvent des caractéristiques de contrats de licence à des fins très différentes. Le secteur privé par exemple souhaitera peut-être restreindre la redistribution des informations géospatiales afin d'augmenter d'autant le nombre de preneurs de licences (ses clients). D'un autre côté, les ONG, et de plus en plus d'organismes publics, tendent généralement vers une distribution libre de l'information géospatiale afin de remplir leurs missions respectives. En outre, le secteur privé, le secteur public et les ONG ont souvent des tolérances différentes quant aux risques qu'ils peuvent ou sont prêts à assumer dans un contrat d'information géospatiale.

- Les lois et les règles portant sur l'information géospatiale évoluent. Alors que cela fait de nombreuses années que la communauté géospatiale travaille avec l'information géospatiale, c'est seulement au cours des dix dernières années que la technologie permettant de connecter, d'utiliser, de stocker et de distribuer l'information géospatiale a pu être intégrée dans des applications commerciales (ou privées) plus larges. Les dispositions légales et réglementaires étant en général à la traîne des développements technologiques, ce n'est que récemment que les législateurs et régulateurs ont commencé à aborder les questions juridiques liées au pouvoir de la technologie géospatiale. La communauté spatiale devrait s'attendre à une recrudescence des efforts en vue d'instaurer des lois, des politiques et des réglementations changeant la manière de collecter, d'utiliser, de stocker et de distribuer l'information géospatiale. Tout changement des lois, politiques ou réglementations aurait probablement un impact sur les contrats de licence d'information géospatiale existants et futurs.

1.3 Considérations clés avant de conclure un contrat de licence d'information géospatiale

Tant pour un Donneur de Licence que pour un Preneur de Licence, il est important de prendre en considération plusieurs points avant de conclure un contrat de licence d'information géospatiale. Chacun de ces points sera discuté plus en détail dans les pages qui suivent mais il convient de les soulever étant donné leur importance.

- Un Contrat de licence d'information géospatiale a plusieurs fonctions. La fonction première d'un contrat de licence d'information géospatiale est d'établir les droits que le Donneur de Licence accorde au Preneur de Licence concernant l'information géospatiale. Cependant, un contrat de licence d'information géospatiale est également

un document juridique utilisé afin de répartir les risques entre les parties. Par exemple, quelle est la responsabilité du Donneur de licence vis-à-vis du preneur de Licence en cas d'erreurs dans l'information géospatiale, ou si le Donneur de Licence n'a pas légalement le pouvoir d'accorder les droits de Preneur de Licence pour l'information géospatiale ? De même, quelles sont les obligations d'un Preneur de Licence vis-à-vis du Donneur de Licence si une tierce partie est lésée par un service offert par le Preneur de Licence incluant des informations géospatiales du Donneur de Licence ? La loi peut imposer certains risques à l'une des parties à moins qu'il soit spécifiquement renoncé auxdits risques dans le contrat de licence d'information géospatiale. En outre, si un risque potentiel n'est pas pris en compte dans un contrat de licence d'information géospatiale, les parties laissent souvent à une tierce partie (à savoir un tribunal, un régulateur, etc.) le soin de décider quelle partie est responsable en cas de litige. S'il n'est pas possible de prévenir tout risque potentiel dans un contrat de licence, les parties devraient réfléchir s'il existe certains risques liés à l'information géospatiale ou à l'application particulière et qui devraient être abordés spécifiquement.

- Les questions juridiques liées à l'information géospatiale peuvent varier. L'information géospatiale décrit une large gamme de types de données. Le terme peut par exemple s'utiliser pour caractériser une image électro-optique, un nuage de points LiDAR, une base de données de points d'intérêt (POI), des latitudes/longitudes ou des données de recensement. En outre, l'information géospatiale peut être collectée à partir d'une multitude de capteurs et de plateformes, y compris des systèmes d'aéronef sans pilote (des drones) opérés par une entreprise commerciale, par des citoyens utilisant en amateur des appareils mobiles équipés du GPS et des arpenteurs agréés cartographiant une forêt. Chaque type d'information géospatiale pourrait être sujet à des régimes juridiques et réglementaires différents.

L'information géospatiale s'utilise également dans de nombreuses applications différentes. L'information géospatiale joue par exemple un rôle essentiel dans la fourniture d'une navigation étape par étape (turn-by-turn navigation), dans la compréhension de l'impact des émissions de CO₂ dans le monde, et dans la planification des projets nationaux d'infrastructure.

De même, les droits de propriété intellectuelle sur les produits et services d'information géospatiale peuvent varier. Ainsi, si le droit de copie ne s'applique généralement pas

aux faits ou “informations” en tant que tel, les cartes, images et bases de données sont souvent soumises auxdites protections juridiques. Toutefois, il n’a pas été clairement établi de quelle manière les tribunaux appliqueront le droit de copie à l’information géospatiale collectée à partir des différents types de capteurs qui sont de plus en plus viables commercialement. Il n’y a pas non plus de certitude sur la manière dont lesdits droits s’appliqueront à l’information géospatiale générée automatiquement, comme c’est le cas pour l’Internet des objets. Ces questions deviennent d’autant plus complexes lorsque l’on crée des produits et des services en combinant des jeux de données n’ayant pas le même régime légal en vertu du droit d’auteur.

Chacun de ces facteurs pourrait avoir un impact sur les conditions d’un contrat de licence d’information géospatiale. Il est par exemple important pour le Donneur de Licence et pour le Preneur de Licence d’instituer l’information géospatiale dans un contrat de licence car c’est un bien incorporel soumis à des protections de la propriété intellectuelle différentes à travers le monde. En Europe par exemple, la loi peut protéger les droits de propriété intellectuelle de certaines bases de données d’information géospatiale. Cette protection est généralement plus limitée aux Etats-Unis d’Amérique et dans de nombreux autres pays. De même, les lois relatives aux droits de propriété intellectuelle sur les produits et services d’information géospatiale, telles que la légalité du “web scraping” d’informations depuis un site web, sont en pleine évolution. Les parties prenantes à un contrat de licence d’information géospatiale devraient réfléchir aux questions uniques de propriété intellectuelle qui devraient être abordées.

- Les formes multiples d’une licence d’information géospatiale. L’information géospatiale peut être proposée sous licence de différentes manières. La méthode la plus courante consiste à établir un contrat de licence d’information géospatiale, dans lequel l’octroi d’une licence d’information géospatiale est le but premier du contrat. Ce document peut également s’appeler un Contrat de partage de données. En outre, l’information géospatiale étant de plus en plus offerte via des produits et des services tels que le modèle Saas (Software as a Service), les licences d’information géospatiale figurent dans les conditions d’utilisation ou dans un document juridique du même ordre. De même, il se peut qu’une organisation doive accorder certains droits à l’information géospatiale lorsqu’elle conclut un contrat pour l’hébergement en nuage de l’information géospatiale. Il est important pour les deux parties de bien comprendre leurs droits respectifs à l’information géospatiale dans tous ces documents, et ce afin de se

conformer à toutes les obligations légales et contractuelles. Si par exemple l'information géospatiale stockée dans le nuage était rendue accessible sous licence par une tierce partie, il est important de veiller à ce que le contrat de licence avec la tierce partie permette d'accorder de tels droits au fournisseur de stockage en nuage. Il est également important pour chacune des parties de s'assurer que les conditions de la licence d'information géospatiale soient applicables quelle que soit la forme du contrat.

2. Données ouvertes et octroi de licence d'information géospatiale

Les organismes publics génèrent une quantité innombrable d'informations, dont la plupart ont une composante géospatiale. L'industrie, les ONG, les organisations intergouvernementales, les universités, le grand public et les autres organismes publics sont utilisateurs (et dans certains cas créateurs) d'informations géospatiales collectées ou générées par l'administration. Le public ayant la plupart du temps payé pour la collecte ou la production de ces informations par des taxes ou des redevances, il demande de plus en plus à ce que les informations géospatiales et d'autres types d'informations soient davantage « ouvertes ».

S'il n'y a pas de définition unique de ce qui constitue des « données ouvertes », la plupart des définitions se rejoignent sur certains points. Le Manuel de l'Open Data par exemple (Open Data Handbook) définit une donnée ouverte comme étant “une donnée qui peut être librement utilisée, réutilisée et redistribuée par quiconque - sujette seulement, au plus, à une exigence d'attribution et de partage à l'identique.”² L'Open Data Institute définit la donnée ouverte comme “une donnée que personne peut obtenir, utiliser ou partager”.³ Open Canada la définit comme “une donnée lisible par ordinateur pouvant être librement utilisée, réutilisée et redistribuée par toute personne – sujette seulement, au plus, à une exigence d'attribution et de partage à l'identique.”⁴ Selon la plupart des définitions, l'information géospatiale doit être mise à disposition gratuitement (ou au prix de la reproduction) pour être considérée comme “ouverte”.⁵ Toutefois, les définitions n'excluent pas la diffusion de l'information sous licence. En fait, le réseau Open Knowledge reconnaît plusieurs licences répondant à son exigence d'ouverture.⁶

Par conséquent, un large panel d'informations géospatiales peuvent être considérées comme des « données ouvertes ». Aux Etats-Unis par exemple, une grande part des informations géospatiales collectées ou générées par l'Etat fédéral fait partie du domaine public car « il n'existe pas de protection du droit d'auteur . . . pour toute œuvre du gouvernement des Etats-Unis. »⁷. Dès lors, en règle générale toute personne peut utiliser ou copier ces informations à toutes fins utiles et sans licence.

² <http://opendatahandbook.org/guide/fr/what-is-open-data/> , inspiré de la définition du savoir libre sur <http://opendefinition.org/od/1.1/fr/> (consulté le 26 décembre 2016)

³ <https://theodi.org/what-is-open-data> (consulté le 14 janvier 2017)

⁴ <http://open.canada.ca/en/frequently-asked-questions#faq17> (consulté le 14 janvier 2017)

⁵ Dans la communauté géospatiale, l'ouverture signifie la faculté d'exporter les informations dans un format facile à utiliser.

⁶ <http://opendefinition.org/od/1.1/fr/>

⁷ 17 U.S. Code § 105

S'il est louable de placer l'information géospatiale dans le domaine public, la plupart des administrations publient l'information géospatiale sous licence. Par exemple, alors que les utilisateurs ont un "accès libre, total et ouvert" à l'information géospatiale du satellite Sentinel de l'Union européenne, cette utilisation est soumise aux termes de l'avis juridique "Legal notice on the use of Copernicus Sentinel Data and Service Information found on the Copernicus webpage" (la "Legal Notice").⁸ La Legal Notice stipule les droits de l'utilisateur (par ex. reproduction, distribution, communication au public et/ou adaptation, modification et combinaison avec d'autres données et informations) et inclut les conditions (par ex. l'utilisation doit être "légale", l'utilisateur admet qu'il n'y a pas de garanties, l'utilisateur renonce à toute plainte qu'il pourrait formuler contre l'Union européenne et les fournisseurs de données et l'attribution est requise). De même, les Open Maps canadiennes sont publiées sous la Licence du gouvernement ouvert - Canada⁹, la plateforme de données Open Government Data de l'administration indienne publie des données sous la licence Government Open Data License – India¹⁰, et l'administration australienne sous une licence Creative Commons.¹¹

Plusieurs organisations non gouvernementales et organisations de recherche mettent à disposition les informations géospatiales sous licences de données ouvertes. Par exemple, la communauté cartographique bien connue OpenStreetMap (OSM) publie ses données sous licence Open Database (ODbL) v.1.0, qui figure dans la liste du réseau Open Knowledge des licences ouvertes.¹² L'ODbL comporte stipule notamment que les œuvres dérivées publiées (définies comme "Base de données dérivée" dans l'ODbL) doivent adopter une licence de données ouvertes comparable. Cette disposition de l'ODbL est communément appelée la disposition "Share-alike". Une base de données dérivée se définit comme une base de données basée sur la base de données OSM, y compris toute traduction, adaptation, aménagement, modification ou altération de la base de données OSM ou d'une part substantielle de ses contenus. En raison de la disposition Share-alike, il est difficile pour certaines organisations de proposer sous licence l'information géospatiale d'OSM. Par exemple, certaines entreprises commerciales rechignent à combiner leurs informations géospatiales propriétaires avec les informations géospatiales d'OSM par peur de créer une œuvre dérivée, ce qui les contraindrait à mettre leurs informations géospatiales à disposition sous licence ODbL. De même, les organisations ayant en raison de la loi ou volontairement placé leurs informations géospatiales dans le domaine public peuvent ne pas être en mesure de créer des produits ou services utilisant des

⁸ https://sentinel.esa.int/documents/247904/690755/Sentinel_Data_Legal_Notice (consulté le 26 décembre 2016)

⁹ <https://ouvert.canada.ca/fr/licence-du-gouvernement-ouvert-canada> (consulté le 17 janvier 2017)

¹⁰ https://data.gov.in/sites/default/files/Government_Open_Data_Use_Licence_India.pdf (accessed January 17, 2017)

¹¹ <https://creativecommons.org/licenses/by/3.0/au/legalcode> (accessed January 17, 2017)

¹² <http://opendefinition.org/licenses/>

informations géospatiales d'OSM par crainte de créer un produit dérivé qui devrait être partagé sous ODbL, qui est plus restreinte que le domaine public.

Il peut également s'avérer périlleux de combiner des jeux de données d'information géospatiale soumis à des licences de données ouvertes différentes. Par exemple, il peut être compliqué de contribuer à OSM avec des informations géospatiales données en licence sous des licences Creative Commons données, un type de licence très courant dans la communauté des données ouvertes. La difficulté tient au fait qu'OSM exige de ses contributeurs qu'ils accordent à OSM le droit de donner en sous-licence les données offertes en contribution, vu que de nombreuses licences de données ouvertes Creative Commons n'accordent pas au Preneur de Licence le droit de donner en sous-licence l'information géospatiale. De même, il peut être ardu de satisfaire toutes les différentes exigences d'attribution ayant cours dans les licences de données ouvertes, vu que l'attribution peut se révéler nettement plus compliquée lors du développement de produits et de services d'information géospatiale que dans un projet de logiciel.¹³ Dès lors, OSM peut requérir d'un contributeur qu'il obtienne une renonciation d'un fournisseur de données donnant sous licence des informations géospatiales sous une autre licence ouverte.¹⁴

Dès lors, si la création de données ouvertes est une décision politique prise ou envisagée par de nombreux gouvernements à travers le monde, l'utilisation d'informations géospatiales ouvertes requiert que tant le Donneur que le Preneur de licence comprennent les contrats de licence. Ces licences comportent une large gamme de conditions et de restrictions qui pourraient avoir un impact sur les produits et services créés en combinant les informations géospatiales. Dans l'Annexe II sont présentés des exemples de licences utilisées pour l'information géospatiale ouverte.

¹³ <http://lu.is/blog/2016/09/14/copyleft-and-data-databases-as-poor-subject/> (consulté le 14 janvier 2017)

¹⁴ OSM a créé une série de directives et listes de diffusion en vue de faire face à ces questions. (Voir par ex. http://wiki.openstreetmap.org/wiki/Open_Data_License/Community_Guidelines)

3. Éléments d'un contrat de licence d'information géospatiale

L'octroi d'une licence d'information géospatiale peut s'effectuer via de nombreux types de contrats différents. Toutefois, quelle que soit la forme, la plupart des contrats de licence d'information géospatiale ont plusieurs parties similaires. Ce qui suit est une analyse des principales sections incluses dans un contrat de licence d'information géospatiale :

3.1 Quelle information géospatiale est donnée en licence

Décrire de manière claire, complète et précise les informations géospatiales données en licence est important à plus d'un titre. Ainsi, certaines dispositions d'une licence d'informations géospatiales seront directement liées à l'information géospatiale qui est donnée en licence. Ces dispositions peuvent se présenter sous forme d'assertions, garanties et covenants. En outre, des types différents d'informations géospatiales sont soumis à des régimes juridiques et réglementaires différents. Ainsi, certaines administrations imposent des restrictions sur l'imagerie collectée à partir de systèmes d'aéronef sans pilote (communément appelés drones) qui ne s'appliquent pas à l'imagerie collectée à partir d'un avion piloté ou d'un satellite. Il est dès lors possible qu'une description inclue la plateforme sur laquelle le capteur a collecté l'information. La description peut préciser si l'information est brute ou si elle a été transformée. De même, l'information géospatiale peut être transmise sous différentes formes telles qu'une base de données, une carte ou une image.

Une description complète ou précise peut également contribuer à limiter de futurs litiges entre les parties, en particulier si les personnes parties prenantes dans la licence d'information géospatiale ne sont plus disponibles pour répondre aux questions qui se présentent. En outre, si un litige se produit entre le Donneur et le Preneur de Licence, cela permet de limiter le rôle des avocats et des juges, qui n'auront souvent qu'une connaissance ou une expertise limitée du domaine de la technologie ou de l'information géospatiale.

Malheureusement, et en dépit de l'importance de cette partie dans un contrat de licence d'information géospatiale, la tendance est de s'abstenir d'une description complète. Il y a probablement plusieurs raisons au fait que l'information géospatiale donnée en licence n'est pas clairement et complètement définie. Il se peut que les parties négociant le contrat de licence d'information géospatiale soient pressées de signer rapidement le contrat et supposent que ce n'est pas si important vu qu'elles connaissent déjà l'objet du contrat de licence. Dans certains cas, il arrive que les personnes rédigeant le contrat de licence d'information géospatiale ne comprennent pas

suffisamment bien la technologie géospatiale pour fournir une description précise, alors elles utilisent sciemment des termes vagues ou étendus. Par ailleurs, un Donneur de Licence peut utiliser un langage générique dans un modèle de contrat de licence pouvant être utilisé avec différents types d'information géospatiale.

Cette description peut se trouver à différents endroits. Certains contrats la placent au début dans une partie intitulée par exemple "Matériel sous licence". Dans d'autres cas, elle figure dans la partie Définitions. Il se peut également que l'information géospatiale soit décrite dans un document distinct tel qu'un formulaire de commande, une pièce jointe ou une annexe, référencé et incorporé au contrat de licence d'information géospatiale. Mettre une description dans un document distinct présente un avantage : il peut être plus facile et rapide de modifier ces documents que le contrat de licence d'information géospatiale lui-même.

La description de l'objet de la licence peut être très générale ou au contraire très spécifique. Une licence peut ainsi porter sur une base de données spécifique d'« informations géographiques », définies comme « toutes les données ayant un lien direct ou indirect avec un lieu ou une zone géographique spécifique ». Mais cela peut aussi porter sur des copies de "Données cartographiques".¹⁵ Toutefois, à l'instar des prêts ou leasing de voitures, il est conseillé de décrire complètement et précisément l'information géospatiale objet de la licence de manière à éviter toute incompréhension entre les parties.

Il y a plusieurs considérations essentielles lorsque l'on décrit l'information géospatiale objet de la licence.

- L'information géospatiale pouvant être structurée dans différents formats, il peut être utile de décrire le format dans lequel l'information géospatiale est communiquée.
- Les métadonnées étant cruciales dans la valeur de l'information géospatiale, il convient de décrire si des métadonnées font partie de l'information géospatiale donnée en licence.
- Si l'information géospatiale objet de la licence est une base de données, les parties devraient penser à insérer une référence aux données de la base de données, vu que les droits de propriété intellectuelle peuvent être différents entre les données et la base de données.

¹⁵ <https://www.advantrack.com/map-data-license-agreement/> (consulté le 14 janvier 2017)

- Vu que les droits de propriété intellectuelle sur une base de données sont souvent différents des droits de propriété intellectuelle sur une carte, la description pourrait inclure la manière dont l'information géospatiale est communiquée.

Un Donneur de Licence peut également faire figurer une déclaration attestant de sa propriété des informations géospatiales objets de la licence. En outre, un Donneur de Licence peut décrire tout droit de propriété intellectuelle qu'il pense avoir sur l'information géospatiale, y compris le droit de copie, de base de données ou tout autre droit tel que le secret commercial. Le Preneur de Licence est ainsi avisé des droits que revendique le Donneur de Licence sur l'information géospatiale. De même, un Donneur de licence peut souhaiter faire figurer un avis de reconnaissance des ressources importantes qu'il a consacrées pour collecter et organiser les informations géospatiales.

3.2 Droits accordés au Preneur de licence

La partie consacrée à la description des droits que le Donneur de Licence accorde au Preneur de licence à l'égard de l'information géospatiale constitue une autre partie essentielle d'un contrat de licence d'information géospatiale. Cette partie peut porter des titres différents suivant le type de document, mais elle s'appelle souvent "Droits accordés" ou "Portée de licence". Bien qu'il ait de nombreux droits possibles qu'un Donneur de Licence peut accorder à un Preneur de Licence, en particulier concernant l'information géospatiale, les droits spécifiques accordés dépendront de plusieurs facteurs, et notamment :

- le type d'information géospatiale ;
- les droits de propriété intellectuelle du Donneur de Licence sur l'information géospatiale ;
- le Preneur de Licence ; et
- comment l'information géospatiale va être utilisée.

Nous discutons dans ce qui suit des droits standard accordés dans un contrat de licence d'information géospatiale.

Un contrat de licence d'information géospatiale peut accorder au Preneur de Licence le droit d'« utiliser » l'information géospatiale. Autrement, si le Donneur de licence revendique la protection du droit d'auteur de l'information géospatiale, il peut accorder en tout ou en partie les droits associés au droit d'auteur. Ces droits varient selon les réglementations, mais en général ils incluent le droit de

faire une copie copy, le droit de diffuser ou d'afficher les informations géospatiales, et le droit d'en faire une œuvre dérivée. Les autres droits couramment accordés sont le droit d'« adapter », d'« exploiter » ou de « transmettre » l'information, même si ceux-ci ne bénéficient pas d'une reconnaissance identique dans tous les pays du monde.

Les définitions des concepts pouvant varier, il est utile de les définir dans le contrat afin d'éviter toute ambiguïté entre les parties. L'un des défis les plus complexes, lorsque par exemple il y a agrégation de plusieurs types d'informations géospatiales en vue de créer des produits et services, est de déterminer quand le Preneur de Licence a créé un produit dérivé soumis au droit d'auteur du Donneur de Licence, et quand le Preneur de licence a créé un produit entièrement nouveau. Malheureusement, la réglementation est très pauvre sur cette question relativement aux services et produits d'informations géospatiales. Dès lors, il serait souvent profitable aux deux parties d'inclure une définition de ce qui constitue un produit dérivé aux fins de leur contrat de licence d'information géospatiale. Un Preneur de Licence d'imagerie peut par exemple vouloir clarifier la question de savoir si le Donneur de Licence affirme que tracer ou numériser une image crée un produit dérivé en vertu de la loi sur le droit d'auteur. Une définition peut également s'avérer utile l'activité à accomplir est particulière à la communauté géospatiale, comme par exemple le géocodage.

Un Preneur de Licence peut vouloir obtenir le droit de donner l'information géospatiale en sous-licence. Une sous-licence accorde au Preneur de licence le droit de donner directement en licence l'information géospatiale à un tiers (mais uniquement dans les limites des droits qui lui ont été accordés par le Donneur de Licence) sans avoir à obtenir l'approbation du Donneur de Licence.

Un Donneur de Licence peut accorder au Preneur de Licence des droits exclusifs sur l'information géospatiale, ou il peut conserver le droit soit d'utiliser lui-même l'information géospatiale aux mêmes fins que le Preneur de Licence, soit donner en licence les mêmes droits sur l'information géospatiale à d'autres parties. Un Donneur de Licence peut également imposer des restrictions supplémentaires aux droits accordés. Ces restrictions peuvent varier grandement mais elles peuvent notamment inclure :

- A des fins non commerciales ;
- Seul un nombre limité d'utilisateurs peuvent accéder aux ou utiliser les informations géospatiales ; ou
- Les droits accordés sur l'information géospatiale ne sont applicables que pour une utilisation dans (une) certaine(s) zone(s) géographique(s) ou sont limités au développement de produits et services destinés à des secteurs/marchés donnés.

Un contrat de licence d'information géospatiale inclura souvent un langage précisant que le Donneur de Licence conserve tous les droits sur l'information géospatiale qui n'ont pas été accordés au Preneur de Licence. Toutefois, dans certains cas il peut être utile au Donneur de Licence de stipuler des droits spécifiques qu'il souhaite conserver afin de prévenir tout malentendu ou litige.

Cette partie peut également comporter des restrictions et obligations du Preneur de Licence concernant l'information géospatiale. Le Donneur de Licence peut par exemple inclure une restriction sur le transfert de l'information géospatiale dans la forme où elle est reçue, ou une restriction d'utilisation de l'information géospatiale de manière à concurrencer le Donneur de Licence, ou l'interdiction d'extraire des informations supplémentaires du site web du Donneur de Licence.

Un Donneur de Licence pourrait également choisir d'inclure dans cette section une mention des droits à l'information géospatiale qui ne sont pas donnés en licence, et ce dans un double objectif ; d'une part aider à clarifier les droits dans le cas où il y aurait un litige entre les parties à l'avenir, et d'autre part s'assurer que chacune des deux parties comprend exactement ce qui est couvert par la licence d'information géospatiale.

3.3 Paie ment/redevances

La plupart des contrats commerciaux de licence d'information géospatiale incluent une section spécifique décrivant les conditions de paiement pour l'octroi de licence d'information géospatiale. Il n'y aura généralement pas de paiement prévu dans une licence de type « données ouvertes », bien que certaines licences ouvertes permettent au Donneur de Licence de facturer une redevance raisonnable pour le coût de la reproduction. (Si toutefois la fourniture d'information géospatiale fait partie d'une offre SaaS, le logiciel et/ou la maintenance et le support peuvent être facturés.) Cette section inclura généralement le montant du paiement.¹⁶ Les paiements peuvent être dus en une somme forfaitaire ou comme paiements échelonnés dans le temps. La manière dont sont structurées les conditions de licence et les paiements pourrait avoir des conséquences dans la prise en compte des produits pour les Donneurs de Licence, en particulier ceux du secteur industriel. Dans une transaction internationale, cette section devrait mentionner la monnaie requise pour le paiement. Dans certains cas, il se peut que le paiement ne soit pas en argent mais en nature, par exemple des produits ou des services. Les produits et services devraient être clairement décrits, de même que les conditions de

¹⁶ Dans certains cas, le montant peut être repris dans un document distinct référencé dans le contrat de licence d'information géospatiale, un formulaire de commande ou un bordereau de prix par exemple.

livraison et d'acceptation.

Cette section peut également spécifier ce qui se passe si le Preneur de Licence est en défaut de paiement à la date convenue. Par exemple, la question de savoir si des intérêts s'accumulent en cas de retard de paiement et à quel taux ? En outre, il peut aussi préciser à quel moment le défaut de paiement du Preneur de licence soit met fin aux droits du Preneur de Licence à l'information géospatiale soit donne au Donneur de Licence le droit de résilier le contrat de licence d'information géospatiale. Cette question est particulièrement importante lorsque des données ouvertes sont fournies gracieusement par le Donneur de Licence dans le cadre d'un contrat SaaS ou autre. Les parties doivent trancher sur la question de savoir si le Donneur de Licence a le droit de mettre un terme aux droits à l'information géospatiale pour cause de défaut de paiement pour le logiciel ou le service.

3.4 Assertions et garanties

Des parties souhaitant conclure un contrat de licence d'information géospatiale doivent se pencher sur les assertions et les garanties éventuelles qu'elles devraient se faire mutuellement. Les assertions et les garanties peuvent être un outil important dans la répartition du risque entre les parties à une licence d'information géospatiale. Dans certains cas, assertions et garanties sont groupées dans la même section d'un contrat de licence d'information géospatiale en tant que garantie. Le contrat peut aussi prévoir deux sections séparées pour les deux. En outre, comme discuté plus bas, dans certains cas le Donneur de Licence déclarera explicitement qu'il ne fait aucune assertion et qu'il rejette toute garantie en vue de déclinier toute responsabilité.

Les assertions sont des déclarations factuelles faites par une partie afin d'inciter l'autre partie à conclure un contrat. Par exemple, un propriétaire d'une voiture pourrait dire en assertion que celle-ci est toute neuve afin d'inciter quelqu'un à emprunter ou louer son véhicule en crédit-bail. Différents types d'assertions peuvent être incluses dans un contrat de licence d'information géospatiale. On compte parmi les assertions standard quoi s'appliqueraient généralement aux deux parties du contrat de licence d'information géospatiale :

- Chacune des parties a le droit de conclure le contrat de licence d'information géospatiale ;
- Le contrat de licence d'information géospatiale ne viole aucun autre contrat que les parties ont conclu ; et,
- Chacune des parties est une entité juridique valide et la personne exécutant le contrat a l'autorité requise.

Un Donneur de Licence peut également se voir demander de réaliser des assertions spécifiques portant directement sur l'information géospatiale. Par exemple, un Donneur de Licence peut se voir demander d'affirmer qu'il est propriétaire des informations géospatiales (ou qu'en vertu d'un accord avec le propriétaire il a le droit de donner en licence les informations géospatiales au Preneur de Licence aux fins stipulées dans le contrat de licence d'information géospatiale). Un Preneur de Licence qui est un organisme public peut se voir demander par un Donneur de Licence commercial de garantir que les informations sous licence ne sont pas soumises aux lois Données ouvertes ou Liberté de l'information.

D'un autre côté, une garantie est davantage tournée vers l'avenir. C'est surtout la promesse du Donneur de Licence de gérer les problèmes qui pourraient surgir à l'avenir, généralement pendant une période bien définie. Par exemple, un propriétaire pourrait promettre de remplacer une pièce défectueuse d'une automobile Durant les soixante premiers jours. Les garanties sont généralement engagées par le Preneur de Licence dans un contrat de licence.

Les garanties peuvent être expresse ou légale. Les garanties expresse sont stipulées dans le contrat de licence d'information géospatiale, et porteront dans bien des cas directement sur l'information géospatiale objet de la licence. Il y a plusieurs types de garanties expresse qu'un Preneur de licence pourrait demander à un Donneur de Licence par rapport à (i) l'exactitude, (ii) la précision, (iii) l'exhaustivité, (iv) l'actualité, et/ou (v) le format de l'information géospatiale objet de la licence.

Dans certaines juridictions, certaines garanties légales s'appliquent à une transaction commerciale même si ces garanties ne sont pas mentionnées spécifiquement dans la licence d'information géospatiale. Celles-ci sont considérées comme des garanties implicites. Par exemple, le Uniform Commercial Code (ou Code commercial uniforme), que de nombreux Etats des Etats-Unis d'Amérique ont adopté, prévoit que toute vente de biens inclut des garanties implicites de (i) qualité marchande et de (ii) d'adéquation avec une fin particulière. Une garantie implicite de qualité marchande est une garantie que l'article réponde raisonnablement à l'attente d'un acheteur ordinaire. Une garantie implicite d'adéquation avec une fin particulière s'appliquera si le vendeur connaît, ou a des raisons de connaître une fin particulière pour laquelle l'article est acquis. En pareils cas, la garantie implicite est que l'article soit adéquat pour cette fin particulière. Si un Donneur de Licence ne souhaite pas voir ces garanties implicites s'appliquer, il doit y être spécifiquement renoncé dans le contrat de licence d'information géospatiale.

Les Donneurs de Licence essaieront de limiter les garanties qu'ils donnent afin de réduire leurs risques. Par conséquent, de nombreux contrats de licence d'information géospatiale comportent des clauses spécifiques de non-responsabilité selon lesquelles l'information géospatiale est fournie « en l'état » et sans garanties. Toutefois, si l'information géospatiale est fournie sur un support tel qu'une disquette ou une clé USB, un Donneur de Licence donnera souvent une garantie spécifique concernant le support de livraison. Par exemple, le Donneur de Licence peut accepter de remplacer la clé USB en cas de défectuosité, bien que ce soit généralement limité à un certain nombre de jours après livraison.

3.5 Covenants

Les covenants sont des promesses faites par l'une des parties (ou les deux parties) à l'autre partie (ou mutuellement) de soit entreprendre une action donnée à l'avenir soit de s'abstenir d'entreprendre des actions données. Ces covenants peuvent être très variables d'un contrat de licence d'information géospatiale à l'autre. Par exemple, un Preneur de Licence pourrait promettre de ne pas utiliser les informations géospatiales sous des formes illégales ou promouvant la violence. Par ailleurs, un Preneur de Licence peut s'engager à signaler au Donneur de Licence toute erreur dans informations géospatiales ou toute violation par un tiers des droits de propriété intellectuelle du Donneur de Licence sur l'information géospatiale et dont il prendrait connaissance. Un Preneur de Licence peut également s'engager à ne pas enlever tout avis de droit d'auteur ou à ne pas accéder à l'information géospatiale de manière incorrecte.

3.6 Limitations de responsabilité

Une partie qui viole un contrat de licence d'information géospatiale est susceptible de devoir payer des dommages à l'autre partie. Par conséquent, une partie peut chercher à limiter ou restreindre ses responsabilités en cas de telles violations. Il y a différentes manières pour une partie de limiter sa responsabilité dans un contrat de licence d'information géospatiale. L'une d'entre elles est d'exclure certains dommages pouvant survenir suite à une violation, tels que manques à gagner, dommage à la réputation d'une activité, dommages indirects, ou dommages de fait, dommages-intérêts punitifs, dommages-intérêts compensatoires et dommages consécutifs. Un autre moyen consiste à plafonner le montant total de dommages qu'une partie est tenue de payer à l'autre partie en cas de violation.

Si un contrat de licence d'information géospatiale prévoit un plafond au montant des dommages que toute partie est tenue de payer en cas de violation, l'autre partie peut chercher à ce que le plafond ne s'applique pas dans certaines circonstances. Par exemple, un Preneur de Licence

peut demander que le plafond ne s'applique pas si la violation dans le chef du Donneur de Licence entraîne une lésion corporelle ou un décès, si l'action qui a causé les dommages est le résultat d'actes intentionnels, de négligence grossière ou d'inconduite volontaire du Donneur de Licence ou si les dommages sont dus à la violation des droits de propriété intellectuelle d'un tiers. D'autre part, un Donneur de Licence peut lui demander qu'un plafond ne s'applique pas si la violation du Preneur de Licence concerne les dispositions de confidentialité, de vie privée ou de sécurité des données du contrat de licence d'information géospatiale.

3.7 Indemnisation

La section portant sur l'indemnisation est l'une des sections les moins bien comprises d'un contrat de licence d'information géospatiale. Une indemnité est une "garantie par engagement contractuel de remboursement à une autre partie des pertes ou dommages survenant à l'avenir."¹⁷ Dans un contrat de licence d'information géospatiale, une obligation d'indemniser s'applique lorsque l'une des parties au contrat reçoit une demande en dommages-intérêts d'un tiers et qui résulte d'actions ou d'inactions de l'autre partie. Par exemple, un Preneur de Licence peut demander à être indemnisé par le Donneur de Licence si le Preneur de Licence est poursuivi parce que l'un de ses clients affirme avoir été lésé suite à une erreur dans les informations géospatiales. A l'inverse, un Donneur de Licence peut demander à être indemnisé par le Preneur de Licence si le Donneur de Licence est impliqué dans l'action en justice d'un tiers parce que le Preneur de Licence utilise les informations géospatiales d'une manière violant la vie privée d'une personne.

Comme mentionné précédemment lors de la discussion sur d'autres sections d'un contrat de licence d'information géospatiale standard, le besoin et la portée d'une section sur l'indemnisation dépend d'une série de facteurs. Toutefois, il est important pour le Donneur de Licence et le Preneur de Licence de considérer l'indemnisation comme partie intégrante de leur gestion des risques en plus de mesures telles que l'assurance, le contrôle qualité/l'assurance qualité et les audits d'information géospatiale. La capacité d'une partie de s'acquitter d'une obligation d'indemnisation est également un élément-clé à prendre en considération lors des négociations sur cette section d'un contrat de licence d'information géospatiale.

¹⁷ <https://www.law.cornell.edu/wex/indemnify> (last accessed January 21, 2017)

3.8 Terme; résiliation

Un contrat de licence d'information géospatiale comprendra souvent une ou plusieurs sections traitant de la durée ou du terme du contrat, des événements pouvant donner à une des parties ou aux deux des raisons de mettre un terme prématurément au contrat de licence, et des obligations des parties en cas de résiliation.

Cette section précise la durée de la licence. Elle peut prévoir que le contrat se termine à une certaine date ou qu'il se renouvelle automatiquement à moins que l'une des autres parties signifie à l'autre son intention de résilier le contrat.

Il y a une série de facteurs à prendre en compte par les parties au moment de décider des événements susceptibles de causer une résiliation anticipée d'un contrat de licence d'information géospatiale. Par exemple, chacune des parties doit-elle être en mesure de mettre un terme au contrat de licence "à son gré" (c'est-à-dire sans raison) ? Ou le droit de résiliation d'une partie doit-il être limité à certains événements déclencheurs, communément appelés "cause". Citons parmi les événements déclencheurs les plus courants pour la résiliation d'un contrat la faillite ou le changement de contrôle d'une partie ou une partie violant une disposition importante du contrat. Dans certains cas, un contrat accorde à la partie contrevenante un délai pour réparer une violation avant que l'autre partie ne puisse résilier le contrat. Un autre facteur est la durée du préavis qu'une partie doit donner à l'autre partie si elle souhaite résilier le contrat pour cause de violation.

Cette section traite généralement aussi des obligations des parties en cas de résiliation. Par exemple, le Preneur de Licence est-il tenu de restituer ou détruire les informations géospatiales ? De même, quelles sont les obligations du Preneur de Licence concernant tout paiement non réglé en vertu du contrat de licence d'information géospatiale s'il y en a ? Par exemple, si un Preneur de Licence résilie le contrat de licence d'information géospatiale en raison d'une violation par le Donneur de Licence, est-il toujours tenu de payer toute redevance impayée au Donneur de Licence ?

3.9 Conformité à la loi

La plupart des contrats comportent une clause ou une section stipulant que l'un des parties ou les deux parties convient (conviennent) de respecter les lois, réglementations, décrets, etc. applicables. Par exemple, un contrat de licence d'information géospatiale peut comporter une section dans laquelle le Preneur de Licence convient d'utiliser les informations géospatiales uniquement selon des pratiques

conforme à la loi applicable. Cette section a plusieurs finalités. L'un des objectifs est de rappeler au Preneur de Licence qu'il peut y avoir des lois dont il doit tenir compte avant d'utiliser les informations géospatiales. C'est également une manière pour les parties de répartir le risque si les informations géospatiales sont utilisées d'une manière violant la législation en vigueur. Par exemple, si le Preneur de Licence enfreint les droits de propriété intellectuelle d'un tiers, il a violé le contrat de licence géospatiale. De même, dans certaines juridictions il est illégal d'utiliser des informations géospatiales en contradiction avec la position officielle en vigueur de l'Etat sur un nom ou une limite de territoire.

L'importance de cette section dans un contrat de licence géospatiale devrait augmenter à mesure que les lois et réglementations portant sur la collecte, l'utilisation, le stockage et la diffusion d'information géospatiale se développent. Si le contrat de licence d'information géospatiale contient bel et bien une clause ou une section relative à la conformité aux lois, les parties peuvent également souhaiter prendre en considération ce qui doit se passer si une partie viole cette clause ou section. Par exemple, le contrat de licence d'information géospatiale est-il immédiatement résilié si le Preneur de Licence ne se conforme pas à une loi ou le Preneur de Licence a-t-il le droit de réparer la violation ?

3.10 Protection des données/Vie privée

Si les informations géospatiales sous licence contiennent (ou pourraient contenir) des informations personnellement identifiables ou d'autres informations sensibles, un contrat de licence d'information géospatiale peut comporter une section précisant les responsabilités des deux parties concernant les lois sur la protection des données et sur la vie privée¹⁸. Par exemple, un Preneur de Licence pourrait indiquer que les informations géospatiales ont été collectées conformément à la loi en vigueur et que tous les consentements requis ont été obtenus afin que les informations géospatiales soient offertes sous licence par le Donneur de Licence au Preneur de Licence. De même, un Donneur de Licence pourrait exiger du Preneur de Licence qu'il s'engage à respecter toutes les lois applicables relatives à la vie privée et à la protection des données concernant l'utilisation des informations géospatiales. Ces lois varieront en fonction de plusieurs facteurs, y compris le type d'informations géospatiales offertes sous licence, les produits géospatiaux et les services développés et les applications potentielles de ces produits et services. Par exemple, les informations géospatiales utilisées dans les secteurs de la santé, de la finance et des assurances seront soumises à une réglementation bien plus stricte que les informations géospatiales utilisées dans l'évaluation des émissions de carbone. Dès lors, il est important pour le Preneur de Licence de comprendre les lois et réglementations qui auront un impact sur l'utilisation qu'il compte faire des informations géospatiales.

¹⁸ Sinon, les parties peuvent simplement se fonder sur une section ou une clause de conformité avec la loi.

En outre, si les informations géospatiales sont particulièrement sensibles, un Preneur de Licence peut se voir demander de mettre en œuvre les politiques et procédures appropriées pour la sécurité des données et de rester en conformité avec les lois et réglementations applicables en matière de sécurité des données. Un Donneur de Licence peut également demander au Preneur de Licence de recevoir une assurance couvrant toute violation de données, et exiger le droit d’auditer périodiquement ses procédures de sécurité des données.

3.11 Taxes

Un contrat de licence d’information géospatiale peut également inclure une clause ou une section relative aux obligations des parties respectives de payer toute taxe pouvant découler de la transaction. Les taxes sur les actifs incorporels tels que l’information géospatiale peuvent varier d’une juridiction à l’autre et peuvent inclure des taxes sur les ventes, l’utilisation, la valeur ajoutée et la propriété. Par conséquent, il est important que les parties comprennent quelles taxes peuvent éventuellement s’appliquer et quelle partie en est redevable.

3.12 Confidentialité

Les parties prenantes d’un contrat de licence d’information géospatiale apprennent souvent des détails concernant leurs opérations et plans d’activité respectifs. Il se peut également qu’une partie ait connaissance d’informations que l’autre partie considère comme étant un secret industriel ou qu’elle souhaite protéger de quelque manière. C’est pourquoi un contrat de licence d’information géospatiale inclura souvent une section obligeant chaque partie à prendre des mesures pour protéger les informations confidentielles qu’elle a reçues de l’autre partie en concluant le contrat.

Cette section comporte généralement une déclaration selon laquelle les parties ne peuvent pas révéler des informations confidentielles à des tiers sauf dans des circonstances données. L’une de ces exceptions concerne les révélations aux agents d’une partie (p. ex. avocats, comptables, contractants, etc.) qui sont soumis à une obligation (écrite ou légale) de protéger la confidentialité de l’information. Une autre exception courante est la divulgation à la police suivant les protections juridiques en vigueur pour la juridiction en question.

En règle générale, il n’y a pas pour une partie dans un contrat de licence d’information géospatiale d’obligation de protéger l’information qui (i) est déjà rendue publique ou disponible ; (ii) était en possession du destinataire de l’information confidentielle avant sa réception, (iii) est reçue séparément et correctement de la part d’un tiers, ou (iv) a été développée indépendamment par le destinataire. Un destinataire peut aussi être tenu de notifier au fournisseur de l’information s’il a connaissance de toute révélation de l’information confidentielle. Un destinataire peut se voir demander de détruire ou de restituer l’information confidentielle au terme d’un contrat de licence d’information géospatiale.

3.13 Fourniture/Inspection/Acceptation

Un Donneur de Licence peut fournir des informations géospatiales au Preneur de Licence de différentes manières. Par exemple, l’information géospatiale peut être fournie par voie électronique, par paquet ou en accès à la demande via une interface de programmation d’applications (API). Elle peut également être fournie physiquement, sur un support tel qu’une clé USB, ou en corrélation avec un logiciel, installée suivant un contrat de licence sous emballage.

Dans tous les cas, les parties devraient se demander s’il est important de spécifier comment et quand le Preneur de Licence “accepte” l’information géospatiale, et s’il y a une période donnée au cours de laquelle le Preneur de licence peut inspecter l’information géospatiale et/ou le support de fourniture avant d’accepter, et ce afin de déterminer si ladite information est conforme à ce qui a été convenu entre les parties. Si le contrat de licence d’information géospatiale accorde au Preneur de Licence une période d’inspection avant acceptation, cette section devrait également préciser ce qui doit se passer si le Preneur de Licence n’accepte pas l’information géospatiale.

3.14 Mises à jour/Modifications/Corrections

Si le Donneur de Licence est tenu de fournir au Preneur de Licence les mises à jour, modifications et/ou corrections de l’information géospatiale donnée en licence (dénommées globalement “Mises à jour”), les parties devraient déterminer de quelle manière les conditions du contrat de licence d’information géospatiale s’appliquent auxdites Mises à jour. Par exemple, quand et comment le Donneur de Licence est tenu de fournir les Mises à jour et le Preneur de licence est-il tenu de payer des suppléments ? La durée de la licence reste-t-elle identique ou le fait de fournir une Mise à jour étend-il la durée du contrat de licence d’information géospatiale ? De même, les assertions et covenants réalisés par le Donneur de Licence concernant l’information géospatiale s’appliquent-ils

également aux Mises à jour ? Ces questions peuvent être abordées dans une section séparée ou tout au long du contrat.

3.15 Conformité d'exportation

Certains pays peuvent restreindre l'exportation de certains types d'informations géospatiales sensibles. Par exemple, certains pays peuvent limiter l'exportation d'informations géospatiales relatives à la localisation de ressources naturelles. D'autres limitent toutes les exportations à un pays ou une entreprise donnée. Les sanctions en cas de non-respect peuvent être très sévères. Par conséquent, un Donneur de Licence d'information géospatiale devrait savoir si des lois ou des réglementations sur l'exportation s'appliquent à un type donné d'informations géospatiales, ou à l'information géospatiale collectée sur une plate-forme ou un capteur donné. Le Donneur de Licence peut également souhaiter inclure une disposition spécifique par laquelle le Preneur de Licence promet de ne pas exporter d'informations géospatiales violant la législation applicable.

3.16 Contrats publics

Dans certains pays, il existe des lois particulières portant sur les marchés publics de produits et services auprès du secteur privé. Certaines de ces lois visent à empêcher que les organismes publics paient trop cher pour des produits et services commerciaux. Ces lois n'ont parfois plus été mises à jour depuis de nombreuses années, et pourraient donc ne pas convenir pour des biens incorporels tels que l'information géospatiale ou la fourniture de services et d'information géospatiale par Internet. Par exemple, les lois sur les marchés publics peuvent accorder automatiquement à un organisme public certains droits à l'information géospatiale qui ne sont pas la norme dans une transaction commerciale, à moins qu'il n'ait été spécifiquement renoncé à ces droits. Dans ce type de cas, si le Preneur de Licence est un organisme public, un Donneur de licence peut souhaiter ajouter une clause ou une section dans laquelle l'organisme public renonce auxdits droits.

3.17 Force Majeure

De nombreux documents juridiques comportent une clause exonérant les parties de la plupart de leurs obligations dans le cas d'un événement catastrophique tel qu'une guerre, un acte terroriste ou une catastrophe naturelle. En règle générale, ce retard autorisé dans l'exécution d'une obligation ne vaut que pour la durée de l'évènement catastrophique.

3.18 Droit en vigueur, juridiction, résolution des litiges

De nombreux contrats de licence d'information géospatiale comportent une section précisant les lois de quelle juridiction s'appliquent en cas de litige entre les parties. La juridiction peut être un pays, un Etat ou une autre juridiction avec ses propres lois. En outre, la section inclura souvent une clause stipulant que tout litige entre les parties ne peut être entendu que devant les tribunaux d'une juridiction donnée. Les parties souhaitent souvent désigner les lois de la juridiction dans laquelle elles sont basées pour régir le contrat de licence d'information géospatiale, et que tout litige soit entendu par les tribunaux de ladite juridiction. Cette section peut s'avérer problématique lorsque les parties sont basées dans deux juridictions très éloignées géographiquement et ont des systèmes juridiques différents. En pareils cas, la question devient souvent un point de négociation entre les parties.

Cette section est standard dans de nombreux types de contrats légaux. Toutefois, elle prendra d'autant plus d'importance pour les contrats de licence d'information géospatiale que les lois et réglementations relatives à l'information géospatiale divergent à mesure qu'elles évoluent.

Certains contrats de licence d'information géospatiale précisent que les parties acceptent un arbitrage ou une médiation de tout litige plutôt que d'intenter une action en justice. L'arbitrage est un mode substitutif de résolution des litiges très prisé, dans lequel un ou plusieurs arbitres, sélectionnés suivant une procédure convenue entre les parties, règlent un litige après audition des témoignages. Le règlement des litiges peut être non contraignant, auquel cas les parties peuvent contester la décision devant un tribunal, ou contraignant.

3.19 Cession, cessibilité

Un contrat de licence d'information géospatiale comporte souvent une section déterminant si une partie peut céder le contrat de licence d'information géospatiale (ou tout ou partie de ses droits en vertu du contrat de licence d'information géospatiale) à un tiers. Cette section peut avoir son importance si l'une des parties est une entreprise commerciale, car celle-ci peut souhaiter avoir la possibilité de céder ses droits à une société affiliée ou dans le cas où elle serait acquise par une autre entreprise. Certains contrats de licence d'information géospatiale ne permettent à aucune des parties de céder le contrat de licence d'information géospatiale ou ses droits sans l'autorisation de l'autre partie. D'autres contrats de licence d'information géospatiale autorisent une des parties, ou les deux, à céder, mais exigent de la partie qui cède le contrat de rester responsable vis-à-vis de l'autre partie pour toutes les obligations en vertu du contrat. Par exemple, un Donneur de Licence peut demander le droit

de céder le contrat à une société associée telle qu'une filiale. Le Preneur de Licence peut marquer son accord mais exiger que le Donneur de Licence reste responsable de tout manquement de la société associée à l'exécution de ses obligations.

3.20 Continuité

De nombreux contrats de licence d'information géospatiale incluent une clause de continuité. Cette clause ou section est formulée parce que d'un point de vue légal, il est important de stipuler que certaines dispositions (mais pas toutes) d'un contrat de licence d'information géospatiale continuent de s'appliquer même après le terme du contrat lui-même. Par exemple, les parties veulent souvent garantir que l'obligation de protéger les informations confidentielles continue au terme du contrat pendant une période donnée. Certains covenants continuent fréquemment après le terme du contrat de licence d'information géospatiale. Les sections sur les lois et la juridiction applicables continuent souvent également après le terme du contrat, pour le cas où il y aurait un litige futur entre les parties en vertu du contrat.

4. Considérations lors de l'agrégation d'informations géospatiales

De plus en plus, les entreprises proposent aux consommateurs, entreprises et organismes publics des produits et services développés avec des informations géospatiales issues de différentes sources. Par exemple, une entreprise peut créer un service de cartographie en ligne combinant des couches de base provenant d'un ou plusieurs organismes publics nationaux avec les données de circulation d'une entreprise commerciale privée, les conditions routières et climatiques locales d'autorités publiques régionales et les points d'intérêt (POI) d'une plateforme web participative. L'entreprise pourrait alors offrir ce service à des clients moyennant une redevance.

De même, les administrations nationales, régionales et locales créent des plateformes permettant aux citoyens, à l'industrie, aux organisations intergouvernementales et aux ONG d'accéder, et parfois de télécharger des informations à capacité géospatiale. Ces plateformes peuvent comporter des informations géospatiales du domaine public, d'organismes publics nationaux, régionaux et locaux, d'institutions de recherche à capitaux publics et privés, ainsi que d'universités et d'ONG. Elles affichent souvent des liens vers les conditions d'utilisation que la partie accédant à la plateforme doit accepter de respecter. Ces conditions d'utilisation comportent ou renvoient à d'autres dispositions légales telles que des licences d'information géospatiale et des politiques de vie privée.

Chacun des jeux de données d'information géospatiale utilisés pour créer les produits ou services peut être offert sous licence en vertu de contrats de licence d'information géospatiale différents. Dans le premier exemple, les informations géospatiales publiques nationales peuvent être soumises à la licence nationale de données ouvertes, les données de la circulation à une licence commerciale propriétaire, les conditions de circulation aux conditions d'utilisation d'une ONG collectant les informations à partir de sources locales via une app sur smartphone, et les informations participatives sur les POI à une licence de données ouvertes telle que l'ODbL.

Par conséquent, une organisation développant des produits et services combinant les informations géospatiales de sources variées devrait prendre en considération :

- les variations des droits de propriété intellectuelle d'une juridiction à l'autre. Les lois et réglementations relatives à la collecte, l'utilisation, le stockage et la distribution d'informations géospatiales variant d'une juridiction à l'autre, en particulier en matière de propriété intellectuelle. En outre, les informations géospatiales peuvent être collectées en vertu des lois d'une juridiction mais être utilisées dans une autre

juridiction soumise à un cadre légal et réglementaire différent. En outre, les lois et réglementations évoluent. Ces évolutions pourraient avoir un impact sur les produits et services créés en agréant les informations géospatiales de plusieurs façons. Par exemple, le produit peut être considéré comme une nouvelle œuvre conformément aux lois d'une juridiction, et donc ne pas être soumis aux droits de propriété intellectuelle de la partie fournissant l'information géospatiale. Toutefois, les lois d'une autre juridiction peuvent estimer que ce même produit est un produit dérivé. De même, les tribunaux de différentes juridictions peuvent parvenir à des conclusions différentes sur la portée d'une même condition, par exemple dans une licence type de données ouvertes. Il serait difficilement envisageable d'établir un contrat de licence d'information géospatiale qui couvrirait spécifiquement toutes les potentielles questions de propriété intellectuelle, mais à l'heure de passer en revue ce type de contrat de licence, il est important que rien d'important pour cette transaction ne soit laissé de côté.

- La mise en conformité avec les conditions des contrats de licence adossés. Une organisation qui agrège des informations géospatiales pour créer des produits et services qui sont ensuite offerts en licence à un client doit s'assurer que les conditions de sa licence client soient conformes aux conditions des contrats de licence de tous ses fournisseurs. Cela devient beaucoup plus complexe lorsqu'il y a de nombreux contrats de licence d'information géospatiale à prendre en compte. Par exemple, avant de faire une assertion concernant la qualité de l'information géospatiale dans un produit ou service, une organisation devrait déterminer si elle a reçu une assertion similaire de la part du fournisseur de l'information géospatiale. Si une organisation souhaite offrir sous licence l'information géospatiale qu'elle a reçu en licence d'un tiers directement à un utilisateur de ses produits ou services, elle doit confirmer qu'elle a soit le droit d'accorder une sous-licence pour l'information géospatiale soit qu'une sous-licence n'est pas requise.
- Questions de vie privée. L'agrégation d'informations géospatiales à partir de différentes sources peut entraîner des problèmes de vie privée, même si les informations géospatiales agrégées ne sont pas supposées avoir comporté des informations personnellement identifiables et que les informations géospatiales sont à la disposition du public par d'autres moyens. Ce risque est dû à une série de facteurs, y compris les grandes quantités d'autres informations qu'une partie peut ajouter à une base de

données existante, la vitesse et le coût réduit de l'informatique, et parce que la géolocalisation est outil puissant pour identifier un individu avec un niveau élevé de précision. En outre, les législateurs commencent à s'attaquer à ce qui est perçu comme des risques pour la vie privée. Par exemple, à l'heure de rédiger ce Compendium, l'Australie envisageait une législation rendant illégale la réidentification d'un individu à l'aide de données publiques qui avaient été anonymisées par l'administration publique, avant sa publication.¹⁹

Dès lors, les organisations qui créent des produits et services en combinant plusieurs jeux de données différents d'informations géospatiales devraient développer des stratégies et procédures claires pour leurs employés concernant l'anonymisation de jeux de données d'informations géospatiales et l'utilisation légale de telles informations. En outre, les Preneurs de Licences peuvent souhaiter envisager des contrats de licence d'information géospatiale permettant au Donneur de Licence de supprimer ou limiter l'accès aux informations géospatiales si elles sont utilisées pour violer les lois sur la protection des données/la vie privée.

¹⁹ http://www.aph.gov.au/Parliamentary_Business/Bills_Legislation/bd/bd1617a/17bd055 (consulté le 10 juin 2017)

5. Evolution de la nature des lois et réglementations relatives à l'information géospatiale

Au cours des dix dernières années, les types de plateformes et de capteurs capables de collecter l'information géospatiale se sont multipliés. Les drones, les véhicules autonomes et une large gamme de dispositifs connectés à Internet (à savoir l'Internet des objets) collecteront bientôt de grandes quantités d'informations géospatiales. On enregistre une forte augmentation du nombre d'applications utilisant les informations géospatiales de manière inédite et innovante à des fins commerciales, sociétales et administratives.

Si ces développements auront un impact positif sur la communauté géospatiale, ils susciteront également de nouveaux défis pour la mise sous licence de l'information géospatiale. Ces défis sont les suivants :

- L'information géospatiale sera soumise à de nouveaux systèmes réglementaires.
Historiquement, la surveillance de la collecte et de l'utilisation de l'information géospatiale s'est limitée à un petit nombre d'organismes publics. Etant donné la nature isolée de l'écosystème géospatial, la communauté géospatiale est habituée aux lois et réglementations en vigueur et les a intégrées dans leurs processus de travail (et contrats de licence d'information géospatiale). L'essor des nouvelles plateformes et des capteurs collectant et utilisant les informations géospatiales pour de nouvelles applications soumettra de nombreuses organisations géospatiales à un renforcement de la surveillance et à de nouvelles réglementations. Par exemple, les organismes publics chargés de l'aviation dans le monde cherchent à réglementer l'utilisation des drones. Si de nombreuses nouvelles réglementations portent directement sur la sécurité aérienne, dans certaines juridictions elles traitent aussi de la collecte d'informations géospatiales depuis les drones. De même, les agences du transport à travers le monde envisagent de développer des réglementations portant sur les informations géospatiales collectées depuis les capteurs installés sur et utilisés par les véhicules autonomes. Ces réglementations pourraient toucher à de très nombreuses questions juridiques, comme par exemple les droits de propriété de l'information géographique, la protection de la vie privée et des données ainsi que la qualité et la fiabilité des données. Certains éléments de la communauté géospatiale voudront offrir sous licence ces informations pour des applications non directement liées aux activités de drones ou aux véhicules autonomes. Toutefois, ceux-ci peuvent être tenus de respecter les réglementations

énoncées par ces organismes par le biais de contrats de licence d'information géospatiale.²⁰ Il sera de plus en plus difficile pour les organismes publics en particulier de rester à niveau par rapport à ces nouvelles lois et réglementations sans ressources ou support supplémentaires.

- L'information géospatiale sera utilisée dans les nouvelles applications. Les nouvelles applications basées sur l'information géospatiale telles que celles développées pour les villes intelligentes présenteront un avantage et un nouveau défi pour la communauté géospatiale. Les développeurs de ces applications deviendront des consommateurs d'informations géospatiales. Toutefois, ils n'auront souvent pas le même profil ni la même expérience que les consommateurs habituels d'informations géospatiales. De ce fait, ceux-ci pourraient prévoir d'utiliser l'information géospatiale de manières que le Donneur de Licence n'a pas imaginées lors de la collecte ou du traitement de l'information géospatiale. En outre, l'information géospatiale pourrait ne pas convenir à de telles utilisations en raison de restrictions dans des caractéristiques telles que l'exactitude, la précision, l'exhaustivité ou l'actualité. Dès lors, les Donneurs de Licence pourraient à l'avenir vouloir inclure dans les contrats de licence d'information géospatiale des protections limitant leur risque en cas d'utilisation impropre de l'information.
- Les contrats de licence devront être plus clairs. Les nouvelles parties prenantes de la communauté géospatiale pourraient ne pas comprendre les conditions couramment utilisées dans la communauté géospatiale et reprises dans un contrat de licence d'information géospatiale. Dans certains cas, ils pourraient même donner un autre sens à des conditions couramment utilisées dans la communauté géospatiale. Comme une licence d'information géospatiale est le document fondateur établissant la relation juridique entre le Donneur et le Preneur de Licence, il sera crucial d'écarter tout risque de confusion ou d'incertitude entre les parties. Tous les termes essentiels d'un contrat de licence d'information géospatiale devront donc être clairement définis.
- Aborder les métadonnées et les normes. La communauté géospatiale est consciente du rôle des métadonnées et des normes pour la collecte, l'utilisation et la distribution de l'information géospatiale. Dès lors, les parties n'estiment pas toujours nécessaire

²⁰ Voir par ex. "European Commission, Commission staff working document on the free flow of data and emerging issues of the European data economy," accompagnant le document Communication : Créer une économie européenne fondée sur les données (10 janvier 2017)

d'inclure des dispositions spécifiques concernant ces questions dans des contrats de licence d'information géospatiale. Toutefois, les normes et métadonnées géospatiales devraient devenir d'autant plus essentielles à l'avenir que de nouveaux acteurs non conventionnels deviennent des fournisseurs (et donc Donneurs de Licence) et des consommateurs (et donc Preneurs de Licence) d'information géospatiale et que ces groupes ont peut-être leurs propres normes et formats de données. C'est pourquoi la communauté géospatiale devrait à l'avenir envisager d'intégrer les métadonnées et les normes dans les contrats de licence d'information géospatiale ou un programme d'accompagnement, car ces contrats deviendront la principale protection juridique en cas de litige.

6. Conclusion

L'octroi de licences d'information géospatiale est devenu un élément essentiel de la création et de la distribution de produits et services géospatiaux. Les contrats de licence d'information géospatiale sont des documents juridiques prépondérants pour les organisations collectant et utilisant des informations géospatiales. Ces licences peuvent être particulièrement complexes en raison de certains aspects très spécifiques de l'information et de l'écosystème géospatiaux. Les professionnels de l'information géospatiale doivent donc avoir une vision générale de la structure et de la finalité des contrats de licence d'information géospatiale. Pour y parvenir, l'un des moyens est d'organiser des ateliers et des formations pour les professionnels de l'information géospatiale à tous les niveaux. En outre, la communauté géospatiale devrait envisager de travailler avec des juristes professionnels afin de développer les meilleures pratiques relatives à l'octroi de licence d'information géospatiale.

ANNEXE I

Définitions²¹

<u>Exactitude</u>	La proximité de la localisation d'un point mesuré avec sa localisation réelle.
<u>Attribution</u>	L'action d'attribuer une œuvre ou une remarque à un auteur, un artiste ou une personne en particulier.
<u>Cession</u>	L'acte par lequel une personne transfère à une autre personne, ou fait en sorte d'investir cette autre personne de, l'ensemble du droit, de l'intérêt ou de la propriété qu'elle a dans un bien ou personnellement, en possession ou en action, ou toute part, tout intérêt ou filiale dans celui-ci.
<u>Violation</u>	Non-respect d'une condition ou des conditions d'un contrat.
<u>Commercial</u>	Général ou visant à générer un bénéfice.
<u>Dommages-intérêts compensatoires</u>	Somme d'argent visant à remplacer ce qui a été perdu.
<u>Dommages consécutifs</u>	Dommages dont il peut être prouvé qu'ils se sont produits en raison du non-respect d'une obligation contractuelle dans le chef d'une des parties.
<u>Droit d'auteur</u>	Un droit que la loi garantit à l'auteur ou à l'initiateur de productions littéraires ou artistiques données, par lequel il/elle est investi(e), pour une durée limitée, du privilège unique et exclusif de multiplier les copies de ladite production, de les publier et de les vendre.
<u>Covenant</u>	Promesse entre deux parties ou plus, que fait toute partie à l'autre partie et selon laquelle quelque chose est faite ou doit être faite, ou affirme la véracité de certains faits.

²¹ Les définitions ont été formulées à partir de plusieurs sources, et notamment <http://thelawdictionary.org/>, <http://legal-dictionary.thefreedictionary.com/>, <https://definitions.uslegal.com/r/representation/>, et <https://en.oxforddictionaries.com>.

<u>Œuvre</u>	Une œuvre reprise d'œuvres existante et qui est protégeable.
<u>Dérivée</u>	
<u>Utilisation exclusive</u>	L'utilisation de l'information géospatiale est limitée au Preneur de Licence pour la durée de la licence.
<u>Force majeure</u>	Un événement qu'aucune prévision humaine ne pouvait anticiper ou qui, même anticipé, est trop fort pour être maîtrisé. Exemples : tremblements de terre, tsunamis, foudre, ou d'autres événements rendant la réalisation impossible ou hautement irréalisable
<u>Dédommagement</u>	Garantir via un accord contractuel de rembourser une autre partie pour des pertes ou dommages intervenant dans l'avenir.
<u>Dommmages indirects</u>	Dommmages constituant l'effet nécessaire et associé à la transgression.
<u>Responsabilité</u>	Etre tenu de payer ou de compenser légalement quelque chose, ou en être autrement légalement responsable.
<u>Licence</u>	Une autorisation, accordée par une autorité compétente, conférant le droit de faire tout acte qui ne serait pas permis sans ladite autorisation.
<u>Preneur de Licence</u>	Une entité à laquelle une licence a été accordée.
<u>Donneur de Licence</u>	Une entité donnant ou accordant une licence.
<u>Métadonnées</u>	Un jeu de données donnant des informations sur d'autres données.
<u>Non commercial</u>	Ne pas avoir d'objectif commercial, tel qu'offrir un rendement.
<u>Précision</u>	La proximité mutuelle entre deux éléments géolocalisés.
<u>Responsabilité du produit</u>	La responsabilité légale qu'endosse un fabricant ou un vendeur en produisant ou en vendant un produit défectueux.

<u>Domaine public</u>	L'état d'appartenir ou d'être à la disposition du public dans son ensemble, en particulier en n'étant pas soumis au droit d'auteur ou à d'autres restrictions légales.
<u>Publier</u>	Diffuser une œuvre.
<u>Domages-intérêts punitifs</u>	Domages dépassant la simple compensation et accordés pour punir une partie.
<u>Assertion</u>	Une déclaration de fait établie en vue d'amener quelqu'un à devenir partie à une transaction ou un contrat.
<u>Domages-intérêts particuliers</u>	Domages supplémentaires accordés à un demandeur pour la perte de sa propriété après prise en compte des circonstances.
<u>Secret commercial</u>	Propriété intellectuelle telle que savoir-faire, formules, procédés et informations confidentielles donnant au propriétaire un avantage concurrentiel.
<u>Garantie</u>	Une promesse qu'une chose est garantie dans le cadre du contrat par l'une des parties contractantes, en particulier la promesse du vendeur que la chose est vendue telle que promise ou affirmée.
<u>Œuvre</u>	Une composition littéraire, artistique ou musicale telle qu'une image, un document audiovisuel, un texte ou un son.

ANNEXE II

Exemples de licences ouvertes utilisées pour l'information géospatiale

Licences Creative Commons - <https://creativecommons.org/licenses/>

Database Contents License - <http://opendatacommons.org/licenses/dbcl/1.0/>

Open Data Factual Information License - <http://www.opencontentlawyer.com/open-data/open-data-commons-factual-info-licence/>

Open Data Use License – Inde -
https://data.gov.in/sites/default/files/Government_Open_Data_Use_Licence_India.pdf

Open Database License v1.0 - <http://opendatacommons.org/licenses/odbl/1-0/>

Licence du gouvernement ouvert - Canada - <https://ouvert.canada.ca/fr/licence-du-gouvernement-ouvert-canada>

GeoLicenses en Allemagne - <http://www.bmwi.de/Redaktion/DE/Artikel/Digitale-Welt/geolizenz.html>

ANNEXE III

Lectures supplémentaires

“Copyright Claims for MeteoSat and Landsat Images Under Court Challenge, Martha Meija-Kaiser, Journal of Space Law, 293 (2006)

“Copyright in Electronic Maps”, Dennis S. Karjala, Jurimetrics; vol. 35, no. 4 (1995)

“Data as IP and Data License Agreements”, Glazer, Lebowitz, Greenberg, Practical Law (2013)

The Dissemination of Government Data In Canada: Guide to Best Practices; v2, GeoConnections (2008)

Geographic Data and the Law: Defining New Challenges, Janssen & Compvoets, Leuven University Press (2012)

Geographic Information Service: Mastering the Legal Issues, Dr. George Cho, Wiley (avril 2008)

“Geolocation Technologies: Emerging Concerns on the IP and Privacy Fronts”, Dort and Posedel (ABA Section of Intellectual Property Law) (6-9 avril 2011)

“GIS Data Dissemination and Intellectual Property Rights”, P Jothimani et K Venugopai, cartographe indien (2002)

“GIS In An Age of Homeland Security: Accessing Public Information To Ensure A Sustainable Environment”, Patricia E. Salkin, William et Mary, Environmental Law and Policy Review; Vol. 33 (2005)

Guidance on the ‘Regulation on access to spatial data sets and services of the Member States by Community institutions and bodies under harmonized conditions’ INSPIRE: DT Data and Service Sharing (1er septembre 2013)

“Guidelines for Providing Appropriate Access to Geospatial Data in Response to Security Concerns”, Federal Geographic Data Committee (2005)

“How on Earth Terrestrial Laws Can Protect Geospatial Data”, 32 Journal of Space Law (2006)

“Information Liability: The Possible Chilling Effect of Tort Claims Against Producers of Geographic Information Systems Data”, Phillips, Jennifer L., Florida State University Law Review: 26:743 (1999)

“Intellectual Property in Outer Space: International Law, National Jurisdiction, and Exclusive Rights in Geospatial Information and Databases”, Lee Ann W. Lockridge, Journal of Space, 319 (2006)

“Intellectual Property Law and Geospatial Information: Some Challenges”, Teresa Scassa et D.R. Fraser Taylor, The WIOP Journal: Analysis of Intellectual Property Issues; Vol 6, Question 1 (2014)

“Legal Interoperability of Research Data: Principles and Implementation Guidelines”, RDA-CODATA Legal Interoperability Interest Group (8 septembre 2016)

Licensing Geographic Data and Services, National Research Council on the National Academies (2004)

Mapping the Risks: Assessing the Homeland Security Implications of Publicly Available Geospatial Information, Rand National Security Corporation (2004)

“Open Content Licensing of Public Sector Information and the Risk of Tortious Liability for Australian Governments”, Cheryl Foong, eLaw Journal (2011)

“The Protection of Maps and Spatial Databases in Europe and the United States by Copyright and the Sui Generis Right”, Katleen Janseen, Jos Dumortier, John Marshall Journal of Computer & Information Law (2007)

“Public Transit Data Through an Intellectual Property Lenses: Lesson About Open Data”, Teresa Scassa Fordham Urban Law Journal: Vol. XLI, Question V, Article VIII (2015)

“Towards Voluntary Interoperable Open Access Licenses for the Global Earth Observation System of Systems (GEOSS)”, Harlan Onsrud, James Campbell, Bastiaan van Loenen, International Journal of Spatial Data Infrastructures Research (2010)

Volunteered Geographic Information and the Future of Geospatial Data, C.E.C. Campelo, M. Bertlotto and P. Corcoran IGI Global, (mars 2017)